



Numéro PPQ/

lundi 12 juin 2017

Les grands titres:

- Centrafrique : l'envoyé de l'ONU appelle à un sursaut national pour résoudre la crise
- Le HCR demande aux pays tiers d'accueillir davantage de réfugiés
- L'ONU appelle à protéger les enfants des zones touchées par des conflits ou des catastrophes du risque de travail forcé
- Le HCR et ses partenaires ont besoin de 65 millions dollars pour aider les réfugiés congolais en Angola
- Le chef de l'ONU exprime son soutien à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA)
- Mali : un quatrième Casque bleu retrouvé mort suite aux attaques du 8 juin à Kidal
- Visitant la mer d'Aral, le chef de l'ONU dénonce la plus grande catastrophe écologique de notre époque

Centrafrique : l'envoyé de l'ONU appelle à un sursaut national pour résoudre la crise



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine, Parfait Onanga-Anyanga, devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/Kim Houghton

12 juin - Intervenant lundi devant le Conseil de sécurité, le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine (RCA), Parfait Onanga-Anyanga, a estimé que l'heure était grave et a appelé les acteurs centrafricains à un sursaut national pour résoudre la crise.

La recherche d'une solution politique a été compromise par la dernière flambée de violence qui, le mois dernier, a embrasé certaines villes de l'est et du centre de la RCA et aggravé les souffrances de la population civile, a déploré M. Onanga-Anyanga, qui est également le chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

« Un sursaut national est plus que jamais indispensable », a-t-il estimé en appelant à l'unité des Centrafricains.

M. Onanga-Anyanga a évoqué l'intensité des attaques, leur caractère prémédité ainsi que le ciblage des minorités ethniques qui rappellent les plus sombres moments de la crise en RCA. « Le fait nouveau, aussi troublant que révoltant, c'est l'agression systématique et acharnée contre les soldats de la paix », s'est-il alarmé.

Alors qu'un calme relatif règne à Bangui, les affrontements entre groupes armés ont continué de faire rage dans l'ensemble du pays, particulièrement dans les préfectures de la Haute-Kotto, du Mbomou, de la Ouaka, de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé, alimentés par la transhumance saisonnière et les opérations visant à prendre le contrôle de territoires riches en ressources.

A ce stade critique du processus en vue de l'instauration d'un état de droit dans une RCA paisible et réconciliée avec elle-même et vivant en harmonie avec ses voisins, il est indispensable que tous les acteurs nationaux et internationaux



œuvrant à cet objectif parlent d'une seule et même voix, a déclaré le Représentant spécial. « Si nous ratons ce rendez-vous, le jugement de l'histoire sera sans concession », a-t-il mis en garde.

La longue liste des abus et violations du passé est malheureusement en train de s'allonger, a enchaîné le Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux droits de l'homme, Andrew Gilmour, pour qui le moment est venu de lancer un message sans équivoque à leurs auteurs, pour les avertir que leurs méfaits sont documentés et qu'ils devront rendre des comptes.

M. Gilmour a présenté au Conseil une version actualisée de son rapport sur la situation des droits de l'homme en RCA. Ce rapport concerne les violations des droits de l'homme commises entre 2003 et 2015. Il vient d'être publié conjointement par les représentants des Nations Unies à Bangui et les autorités centrafricaines, le 31 mai.

Il s'agit, a précisé M. Gilmour, d'appuyer l'engagement de la communauté internationale à lutter contre l'impunité en RCA et contribuer aux efforts qui tendent à empêcher la reprise du conflit.

Le HCR demande aux pays tiers d'accueillir davantage de réfugiés



Des enfants réfugiés syriens à la fenêtre de leur nouveau maison dans la petite ville de Ganserndorf, en Autriche. Ils participent à un programme de réinstallation pour les réfugiés syriens, en coopération avec le HCR. Photo HCR/Mark Henley (archives)

12 juin - Alors que le nombre de réfugiés continue d'augmenter à travers le monde, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a demandé lundi aux pays tiers d'augmenter de manière importante le nombre de places disponibles pour ces réfugiés.

Lors de l'ouverture des consultations annuelles du HCR sur la réinstallation avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales à Genève, M. Grandi a exhorté les gouvernements du monde entier à accélérer et à fournir des places pour les réfugiés conformément aux engagements pris dans la Déclaration de New York, signée il y a neuf mois par les 193 États membres de l'Organisation des Nations Unies.

« Les besoins mondiaux de réinstallation aujourd'hui sont 13 fois supérieurs au nombre de places mises à la disposition des gouvernements, en dépit d'un plus grand nombre de pays participant au programme et d'une augmentation de la participation du secteur privé et des communautés », a noté le chef du HCR, cité dans un communiqué de presse.

Près de 1,2 million de réfugiés ont besoin d'une réinstallation à l'échelle mondiale, mais seulement 93.200 places dans les pays de réinstallation devraient être disponibles cette année, soit 43% de moins qu'en 2016. Pour les réfugiés d'Afrique subsaharienne, la situation est particulièrement grave, avec seulement 18.000 places disponibles pour plus d'un demi-million de réfugiés.

« La Déclaration de New York a marqué une étape importante dans la solidarité mondiale avec les réfugiés et les pays en voie de développement qui hébergent près de 90% d'entre eux. Mais le véritable partage des responsabilités exige des places pour les réfugiés dans les pays tiers à un niveau adapté aux besoins. Nous avons besoin de mesures urgentes pour y arriver », a déclaré M. Grandi.

En 2016, le HCR a soumis les dossiers de plus de 162.500 réfugiés pour une réinstallation et plus de 125.800 ont commencé de nouvelles vies dans des pays tiers. Près de la moitié des réfugiés dont les dossiers ont été soumis étaient des Syriens et 44.000 provenaient d'Afrique subsaharienne.

Le nombre d'États de réinstallation est passé à 37 en 2016, certains gouvernements européens ayant mis en place des programmes pour la première fois et l'Argentine et le Brésil, entre autres, s'engageant à réinstaller des réfugiés syriens. Le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont lancé un mécanisme de soutien pour aider les nouveaux États de réinstallation, avec le soutien de bailleurs de fonds.

Le chef du HCR s'est également félicité de l'augmentation des programmes de parrainage communautaires et privés et a invité tous les partenaires à soutenir des façons de fournir des places supplémentaires pour les réfugiés. « Malgré la rhétorique contre les réfugiés dans certains milieux, nous avons également vu une bonne volonté, les citoyens ordinaires parrainant des réfugiés pour vivre dans leur pays, les invitant dans leurs maisons et les aidant à trouver un emploi », a-t-il souligné.

L'ONU appelle à protéger les enfants des zones touchées par des conflits ou des catastrophes du risque de travail forcé



Un adolescent âgé de 15 ans travaille à Sanaa, au Yémen.
Photo UNICEF/Al-Zikri

12 juin - A l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, le Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Guy Ryder, a appelé lundi à protéger les enfants confrontés à des conflits ou des catastrophes et qui se trouvent particulièrement exposés au risque de travail forcé.

Dans le monde entier, 168 millions d'enfants sont contraints à travailler, dont 85 millions à effectuer des travaux dangereux.

« En cas de conflit ou de catastrophe, les habitations, les écoles et les moyens de subsistance sont souvent détruits, et il arrive fréquemment que les structures familiales et les systèmes de protection sociale volent en éclats : le risque de travail des enfants - et de traite des personnes - augmente. Les enfants réfugiés et migrants, en particulier ceux qui sont 'en mouvement' et se retrouvent séparés de leurs familles, sont particulièrement vulnérables », a souligné M. Ryder dans un message.

« Le sont également ceux qui ne partent pas - ou qui sont laissés pour compte alors qu'ils luttent pour leur survie, y compris en extrayant ou récupérant des métaux ou des minéraux dans les zones dévastées par la guerre, en déblayant des gravats ou en travaillant dans les rues. Certains sont enrôlés comme soldats pour faire des guerres d'adultes, sont exploités et maltraités comme espions, auxiliaires ou porteurs et sont souvent victimes d'exploitation sexuelle et de mauvais traitements », a-t-il ajouté.

Le chef de l'OIT a rappelé que tous les enfants ont le droit d'être protégés du travail des enfants. Au titre de la cible 8.7 des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, tous les pays se sont engagés à éliminer le travail des enfants sous toutes ses formes d'ici à 2025.

La convention (numéro 138) sur l'âge minimum, 1973, et la convention (numéro 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, de l'OIT ont à ce jour été ratifiées respectivement par 169 et 180 États membres de l'Organisation.

La ratification de ces conventions par l'Inde, dont l'instrument sera bientôt déposé auprès de l'OIT, marque un nouveau jalon - presque tous les enfants du monde seront couverts par la convention numéro 182; et 80% d'entre eux, en comparaison de 60% auparavant, seront couverts par l'application de la convention numéro 138, ce qui représente une avancée considérable.

Conjuguée à la ratification quasi universelle de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies, « cette ratification envoie un message très clair au sujet de notre cause commune – et de nos normes communes qui protègent les droits fondamentaux des enfants », selon l'OIT.

De son côté, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a présenté lundi un nouveau guide intitulé 'Le travail des enfants dans l'agriculture en période de crises prolongées et dans un contexte humanitaire fragile'.

Elaboré à l'intention des professionnels du développement, des décideurs politiques et des groupes de la société civile, il propose des étapes clés à suivre afin de s'assurer que les programmes agricoles, nutritionnels et ceux portant sur la sécurité alimentaire en période de crises et de catastrophes contribuent à offrir des emplois et des formations sécurisés aux jeunes et que les activités destinées à soutenir les familles vulnérables n'encouragent pas le travail des enfants malgré elles.

Chaque année, dans le monde, 100 millions d'enfants et de jeunes doivent faire face à des catastrophes et 230 millions d'entre eux vivent dans des zones touchées par des conflits armés. En période de crise, la capacité des familles à se nourrir correctement, à éduquer et à protéger leurs enfants est compromise, ce qui pourrait avoir pour effet d'aggraver à la fois la prévalence et la gravité du travail des enfants, y compris sous ses pires formes telles que la servitude des enfants pour dettes.

« Le secteur agricole détient le pouvoir de sauver des vies, de contribuer aux moyens d'existence, de soutenir les ménages ruraux et de fournir un emploi décent et des alternatives au travail des enfants, y compris sous ses pires formes, que ce soit avant, pendant ou encore après les crises », a déclaré Kostas Stamoulis, Sous-directeur général de la FAO.

Le HCR et ses partenaires ont besoin de 65 millions dollars pour aider les réfugiés congolais en Angola



Un employé du HCR et une équipe de bénévoles nettoient des déchets au centre d'accueil de Cacanda, en Angola, où des milliers de réfugiés de RDC sont accueillis. Photo HCR/Pumla Rulashé

12 juin - L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et ses partenaires ont besoin de 65 millions dollars pour aider le nombre croissant de réfugiés qui arrivent en Angola en provenance de la République démocratique du Congo (RDC).

Depuis avril, environ 30.000 réfugiés sont arrivés dans la province de Lunda Norte, en Angola, fuyant de violentes attaques dans la région du Kasai, en RDC.

Des tensions intercommunautaires, des affrontements les milices et les forces armées congolaises ont déplacé plus de 1,3 million de personnes à l'intérieur de la RDC. Les organisations humanitaires craignent que la situation ne dégénère en un conflit de grande ampleur affectant davantage de civils. Selon des estimations du gouvernement et des Nations Unies, le nombre de réfugiés pourrait atteindre 50.000.

« Les réfugiés traumatisés ont besoin d'une aide d'urgence », a déclaré Valentin Tapsoba, Directeur du Bureau Afrique du HCR. « L'Angola offre un accueil chaleureux, mais les centres d'accueil pour les réfugiés sont pleins, au-delà de leurs capacités, et les services de base ne peuvent pas être maintenus sans un soutien immédiat des bailleurs de fonds ».

Les réfugiés qui arrivent racontent leur peur de retourner en RDC à moins que la situation ne change et permette un retour en toute sécurité et dans la dignité. La plupart des civils dans les zones touchées sont exposés à de graves violations des droits de l'homme, y compris des mutilations physiques, des meurtres, des violences sexuelles, des arrestations et des détentions arbitraires dans des conditions inhumaines.

Angola en tant que signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, a toujours accueilli des réfugiés de la RDC et d'autres pays voisins. Avant le récent afflux, l'Angola accueillait 15.600 réfugiés, dont plus de 13.400 venus de la RDC.

Le HCR a besoin de 35 millions dollars d'ici la fin de l'année pour continuer à aider les réfugiés dans les régions reculées de l'Angola, mais le maintien de l'assistance ne sera pas possible sans davantage de fonds.

Les activités humanitaires en cours sont financées grâce à 10 millions dollars octroyés par le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU.

Le chef de l'ONU exprime son soutien à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA)



Des enfants palestiniens réfugiés vont à l'école grâce à l'UNRWA. Photo UNRWA

12 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exprimé lundi son inquiétude concernant les récentes critiques publiques visant l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) et l'intégrité de ses opérations.

« Le Secrétaire général tient à exprimer son soutien à l'UNRWA et son admiration pour le rôle qu'il joue dans la prestation de services essentiels et la protection des droits de millions de réfugiés palestiniens au Moyen-Orient », a dit le porte-parole adjoint du Secrétaire général, Farhan Haq, dans une déclaration à la presse.

L'UNRWA a reçu un mandat de l'Assemblée générale des Nations Unies, dont les membres ont reconnu à maintes reprises la contribution unique de cette agence onusienne à la paix et à la sécurité de cette région.

« L'UNRWA mène ses opérations sur la ligne de front de situations de conflit difficiles et offre une éducation à un demi-million de filles et de garçons réfugiés, leur enseignant les droits de l'homme et la tolérance. Ses activités d'éducation et de secours contribuent de manière critique à la stabilité dans la région », a souligné M. Haq.

Le chef de l'ONU appelle tous les États membres à poursuivre leur soutien à l'agence pour que l'UNRWA puisse être en mesure de remplir avec impartialité et de manière efficace « son rôle indispensable » et de mettre en œuvre son mandat humanitaire « pour servir les réfugiés palestiniens jusqu'à ce qu'une solution juste et durable à leur situation soit trouvée », a-t-il ajouté.

Mali : un quatrième Casque bleu retrouvé mort suite aux attaques du 8 juin à Kidal



Des pompiers de la MINUSMA combattent les flammes après une attaque au mortier contre son camp à Kidal, le 8 juin. Photo ONU/Sylvain Liechti

12 juin - Le corps d'un Casque bleu qui était porté disparu suite à l'attaque contre une position de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) le 8 juin à Kidal, dans le nord du pays, a été retrouvé lundi non loin du lieu de l'attaque.

« Le bilan des victimes de l'opération terroriste menée contre les Casques bleus s'élève ainsi à quatre morts et huit blessés. Les blessés ont été traités à l'hôpital de la MINUSMA à Kidal et leur condition est stable », a précisé la MINUSMA dans un communiqué de presse.

La MINUSMA a présenté ses condoléances les plus attristées aux familles des victimes, au gouvernement et au peuple guinéen.

Vendredi, la MINUSMA avait annoncé que trois Casques bleus de la MINUSMA avaient été tués et huit autres blessés lors d'une double attaque.

Cinq Casques bleus avaient été blessés lorsque le camp de la MINUSMA à Kidal avait été la cible de tirs intensifs de roquettes/mortiers. Peu après, une position de la Force avait été attaquée à l'extérieur du camp. La Mission avait indiqué que trois Casques bleus avaient alors été tués et trois autres blessés.

La MINUSMA a dénoncé des attaques « lâches et abjectes » contre son personnel et « la mise en danger de la population civile ».

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a également condamné les deux attaques et réitéré que les attaques contre des Casques bleus des Nations Unies peuvent constituer des crimes de guerre. Il a demandé que les auteurs de cette double attaque soient rapidement traduits en justice.

Visitant la mer d'Aral, le chef de l'ONU dénonce la plus grande catastrophe écologique de notre époque



Des navires rouillés et abandonnés à Muynak, en Ouzbékistan, une ancienne ville portuaire au bord de la mer d'Aral. Photo ONU/Eskinder Debebe

11 juin - Dans le cadre d'une tournée en Asie centrale, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a visité samedi la mer d'Aral, réduite aujourd'hui au quart de sa superficie originelle en raison d'une mauvaise gestion humaine, et s'est dit choqué par cette catastrophe écologique.

"La disparition progressive de la mer d'Aral n'est pas due au changement climatique, c'est une mauvaise gestion humaine des ressources en eau", a déclaré M. Guterres après avoir visité Muynak (Ouzbékistan), le «cimetière des navires», autrefois une ville portuaire mais maintenant dépourvue de toute eau.

"Cela montre aussi que s'agissant du changement climatique, si nous ne sommes pas en mesure d'agir avec force pour apprivoiser ce phénomène, nous pourrions voir ce genre de tragédies se multiplier dans le monde", a-t-il averti.

La catastrophe environnementale de la mer d'Aral a été précipitée par le

détournement de rivières qui se déversaient dans la mer d'Aral pour des projets d'irrigation il y a près d'un demi-siècle. Manquant d'alimentation en eau douce, la mer s'est lentement asséchée, augmentant la salinité de la zone, avec de graves répercussions sur la santé humaine et l'agriculture.

Estimant qu'il s'agissait "probablement de la plus grande catastrophe écologique de notre époque", montrant que "les hommes peuvent détruire la planète", le Secrétaire général a appelé à en tirer les leçons et à faire en sorte que de telles tragédies ne se répètent pas. Il a notamment appelé la communauté internationale à mettre en oeuvre l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Lors de sa visite en Ouzbékistan, M. Guterres a également rencontré le Président ouzbèke, Shavkat Mirziyoyev, avec qui il a discuté des Objectifs de développement durable (ODD) et de questions régionales.

Dimanche, le Secrétaire général se trouvait au Kirghizistan, où il a notamment rencontré le Président kirghize, Almazbek Atambaev, et a participé à une cérémonie commémorant les événements tragiques à Osh en juin 2010.

Les affrontements ethniques entre communautés ethniques kirghize et ouzbèke, principalement dans les villes d'Osh et de Jalal-Abad, ont fait plusieurs centaines de morts et des dizaines de milliers de déplacés en 2010.

M. Guterres a aussi participé à une conférence sur le projet national Taza Koom, un projet sur les technologies numériques et la gouvernance électronique pour améliorer la manière dont l'État et l'administration fonctionnent dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le chef de l'ONU a entamé sa tournée en Asie centrale par le Kazakhstan. Samedi, dans un message adressé à EXPO 2017, qui a ouvert ses portes ce weekend à Astana, la capitale du Kazakhstan, M. Guterres a appelé à des mesures urgentes pour que tout le monde ait accès à une énergie propre, abordable et efficace.

Il a noté que le thème de l'EXPO d'Astana, "L'Énergie du futur", est d'autant plus important que l'énergie dans le monde d'aujourd'hui provient de nombreuses sources qui contribuent au changement climatique.

"Cela nous rappelle que le monde doit prendre des mesures urgentes pour que tous puissent avoir accès à des sources d'énergie propres, efficaces et abordables [...] J'espère que cette EXPO nous aidera à contribuer à un monde plus durable", a ajouté M. Guterres.

Se déroulant du 10 juin au 10 septembre, EXPO 2017 explore la possibilité d'intensifier la production énergétique durable dans le monde, de promouvoir la sécurité et l'efficacité énergétiques et d'encourager l'utilisation des énergies renouvelables dans le monde entier.